

Marchés Actions	15/04/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
CAC 40	4494	4,4%	0,5%	-3,1%
Eurostoxx 50*	3054	4,9%	-0,4%	-6,5%
S&P 500	2083	1,7%	3,3%	1,9%
Marchés de taux	15/04/16	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Depuis le 31/12/15
Eonia*	-0,34%	-0,01%	-0,09%	-0,21%
OAT 10 ans	0,5%			
Matières premières	15/04/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
Pétrole (Brent*, \$/baril)	43	1,9%	10,3%	14,6%
Or (\$/once)	1228	-0,9%	-0,4%	15,7%
Devises	15/04/16	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. Depuis le 31/12/15
EUR/USD	1,13	-1,1%	1,5%	3,9%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi - Données actualisées le 15/04/16 à 15h

## ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

- Le gouvernement français présente son programme de stabilité budgétaire 2016-2019.
- Le FMI\* réduit ses prévisions de croissance économique mondiale.

[> Lire la suite](#)

## ECONOMIE

### Zone euro :

- Le repli de la production industrielle en février n'efface pas la forte hausse de janvier.

### Etats-Unis :

- Ventes au détail décevantes et inflation un peu plus faible que prévu.

### Chine :

- Croissance du PIB\* conforme aux attentes au 1<sup>er</sup> trimestre.

[> Lire la suite](#)

## MARCHÉS

**Taux :** Les rendements des pays développés en légère hausse.

**Actions :** Belle progression des marchés d'actions.

[> Lire la suite](#)

## NOTRE ANALYSE

- Après un début d'année difficile, le climat des marchés s'est nettement amélioré depuis quelques semaines, sous l'effet notamment de chiffres économiques qui ont fait reculer les craintes de récession et d'un rebond du cours du pétrole qui redonne un peu d'oxygène aux pays et secteurs producteurs.
- Il faut toutefois garder à l'esprit que nous pourrions bientôt traverser une phase d'importantes turbulences politiques en Europe : le principal obstacle à franchir est constitué par le référendum britannique du 23 juin dont le résultat est très incertain. Face au défi représenté par un éventuel Brexit\*, de nombreux facteurs pourraient venir compliquer la coordination entre Etats de la zone euro : l'incertitude politique en Espagne (faute d'accord pour former un gouvernement d'ici le 2 mai, de nouvelles élections auront lieu le 26 juin), la difficulté des négociations concernant le nouveau plan d'aide à la Grèce et le risque que le Portugal subisse une dégradation de sa note souveraine\* qui rendrait sa dette inéligible au programme d'achat d'actifs de la Banque Centrale Européenne (BCE)\*.

[> Lire l'avertissement](#)

## ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

### **Le gouvernement français présente son programme de stabilité budgétaire 2016-2019.**

Il prévoit une réduction du déficit public\* de 3,5% en 2015 à 2,7% en 2017, et cible l'équilibre structurel (qui correspond à l'objectif de moyen-terme de la France) pour 2019. Ces prévisions reposent sur une hypothèse de croissance de 1,5% en 2016 et 2017, puis 1,75 % en 2018 et 1,9 % en 2019, ainsi qu'une croissance du PIB de 1,5% en 2016 et 2017, puis 1,8% en 2016 et enfin 1,9% en 2019.

### **Le FMI réduit ses prévisions de croissance économique mondiale.**

Le FMI prévoit désormais une croissance du PIB mondial de 3,2% en 2016 et 3,5% en 2017 (contre, respectivement 3,4% et 3,6% prévu en janvier). Pour 2016, la prévision concernant les Etats-Unis est abaissée à 2,4% (contre 2,6% précédemment), celle pour l'Europe à 1,5% (contre 1,7%) et celle pour l'ensemble des pays émergents à 4,1% (contre 4,3%). La présidente du FMI, Christine Lagarde, a insisté sur la multiplicité des risques (notamment financiers et géopolitiques) pesant sur le bon déroulement de ce scénario.

[> Retour au sommaire](#)

## ECONOMIE

### ZONE EURO :

#### **Le repli de la production industrielle en février n'efface pas la forte hausse de janvier.**

La production industrielle s'est repliée de -0,8% en février, sachant que la forte hausse de janvier a à peine été révisée en baisse (+1,9%, contre +2,1% annoncé précédemment). L'inflation a, au final, été nulle sur un an en mars, alors qu'elle avait précédemment été annoncée en repli de 0,1%. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) n'a pas été révisée et a bien été de +1%.

### ETATS-UNIS :

#### **Ventes au détail décevantes et inflation un peu plus faible que prévu.**

Attendues en légère hausse, les ventes au détail de mars se sont repliées de 0,3% par rapport à février (sachant que leur variation de février a été révisée à 0%, au lieu du repli de 0,1% annoncé précédemment). Les ventes au détail Control group (retenues dans le calcul de la consommation personnelle dans le PIB) ont, pour leur part, progressé de +0,1% sur le mois (alors qu'elles étaient attendues en hausse de 0,4%, après une progression de 0,1% en février, au lieu de la stagnation annoncée auparavant). L'inflation, pour sa part, a été de 0,9% en mars sur un an (alors qu'elle était attendue à 1%, soit le même rythme qu'en février). L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a également légèrement reflué, à +2,2% contre +2,3% en février.

### CHINE :

#### **Croissance du PIB conforme aux attentes au 1<sup>er</sup> trimestre.**

Au 1er trimestre, la croissance du PIB chinois a été conforme aux attentes, à 6,7 % sur un an, atteignant son niveau le plus bas depuis 7 ans (elle avait, en effet, été de 6,2% au 1er trimestre 2009).

[> Retour au sommaire](#)

## MARCHÉS

### Les rendements des pays développés en légère hausse.

Le rendement à 10 ans allemand a augmenté de 0,05% pour finir la semaine à 0,15%. Son équivalent japonais a atteint un nouveau plus bas historique à -0,11%. L'écart de taux entre l'Allemagne et l'Espagne s'est légèrement contracté sur la semaine, celui entre l'Allemagne et le Portugal s'est resserré de 0,3%.

### Belle progression des marchés d'actions.

De bonnes statistiques du commerce extérieur chinois, la poursuite de la hausse des prix du pétrole avant la réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et les avancées au sujet du système bancaire italien ont joué favorablement. Le rebond est plus marqué au Japon et dans la zone euro. Les émergents suivent de près. Les Etats-Unis ferment la marche en raison du rebond du dollar.

[> Retour au sommaire](#)

## LEXIQUE

**Banque Centrale Européenne (BCE) :** Depuis la mise en place de l'euro le 1er janvier 1999, la Banque Centrale Européenne (BCE) est la gardienne de la stabilité des prix de la zone euro. Sa mission principale est d'abord d'assurer la maîtrise de l'inflation, condition nécessaire à la croissance durable de l'économie, selon le traité de Maastricht. Compte tenu de la mission qui lui a été assignée, elle peut agir sur le niveau des taux d'intérêt, en particulier le taux « Refi » (taux des opérations principales de refinancement). Ce taux est celui auquel les banques commerciales peuvent obtenir des liquidités auprès de la Banque centrale. Dès lors, la BCE agit indirectement sur la plupart des taux d'intérêt pratiqués dans l'ensemble de l'économie de la zone euro, comme ceux rémunérant les prêts accordés par les banques commerciales et ceux rémunérant certains dépôts des épargnants.

**Brent :** On distingue deux grandes références commerciales pour le cours du pétrole au niveau mondial. Le Brent, exploité en mer du Nord et le WTI (West Texas Intermediate), exploité aux États-Unis.

**Brexit :** Une abréviation en anglais qui évoque l'hypothèse d'une sortie (**exit**) par le Royaume-Uni (Angleterre, Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) de l'Union Européenne.

**Déficit public :** En comptabilité nationale, la notion de déficit budgétaire s'utilise lorsque le budget de l'État est en déficit : les recettes de l'État (hors emprunt) sont inférieures à ses dépenses (hors remboursement d'emprunt) d'où un solde budgétaire négatif.

**Eonia :** L'Eonia est l'abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en Euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

**Eurostoxx50 :** Indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone Euro selon leur capitalisation boursière.

**FMI (Fonds Monétaire International) :** Organisation qui regroupe 190 pays et qui a été créée en 1944. Le rôle du FMI est de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté. Lorsqu'un pays est en grande difficulté économique, le FMI peut lui prêter de l'argent afin de stabiliser la situation.

[> Retour au sommaire](#)

## LEXIQUE

**Inflation** : Hausse générale des prix des biens et services en circulation dans un pays et sur une période donnée. L'inflation se traduit par un phénomène d'augmentation générale des prix et peut ainsi entraîner une baisse du pouvoir d'achat et de la monnaie. Au contraire, la déflation est le phénomène d'une baisse généralisée et durable du niveau des prix. Pour mesurer le taux d'inflation, l'Insee s'appuie notamment sur l'Indice des prix à la consommation (IPC).

**Note souveraine** : Note (sous forme de lettres) attribuée à un Etat par les agences de notation suivant plusieurs critères économiques et financiers. La note souveraine est souvent un critère retenu par les investisseurs institutionnels pour intégrer les obligations souveraines émises par un Etat dans leur périmètre d'investissement.

**PIB (Produit intérieur brut)** : Le produit intérieur brut est la somme de la production de biens et services réalisée sur le territoire national d'un pays quelle que soit la nationalité des producteurs pendant une période donnée. Le produit intérieur brut ne prend pas en compte les richesses produites par les entreprises du pays sur les marchés. Le produit intérieur brut peut être calculé par trimestre mais sa période habituelle de référence est annuelle. Le PIB est un indicateur phare de l'activité économique d'un pays. Il permet de mesurer d'une année sur l'autre l'évolution économique d'un pays et de comparer l'importance et l'évolution des pays les uns par rapport aux autres.

## AVERTISSEMENT

### **Achévé de rédiger le 15/04/16 à 15h**

*Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.*

*Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.*

*Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Amundi - Société anonyme au capital de 596 262 615 euros - Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.*